



BRÈVES ÉCONOMIQUES Des Balkans occidentaux

Une publication du SER de Belgrade
Edition du 13 février 2026

Le chiffre

LE CHIFFRE A RETENIR

2,8 Mds EUR

Commerce France – BO en 2025
(Douanes françaises)

Région

Corruption : des trajectoires hétérogènes et un niveau globalement insuffisant

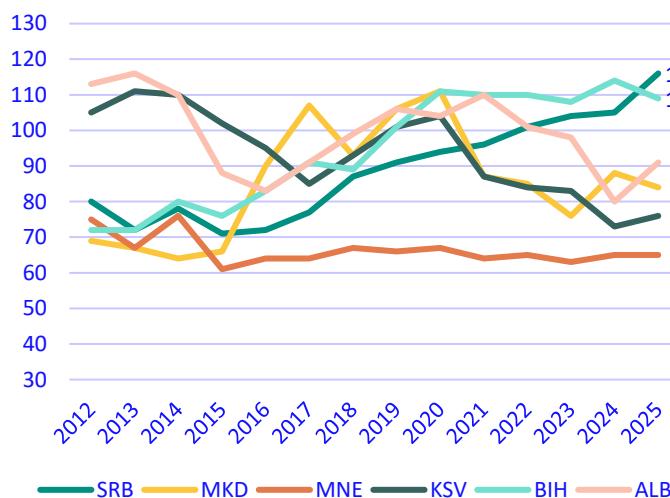
Transparency international a publié l'[édition 2025](#) de son Indice de perception de la corruption (IPC). Dans les Balkans occidentaux, seule la Bosnie-Herzégovine voit sa note progresser. Deux pays voient les leurs stagner (Macédoine du Nord, Monténégro), tandis que les 3 autres reculent (Albanie, Kosovo et Serbie). Le Monténégro reste le pays le mieux classé (65^{ème} rang mondial), tandis que la Serbie est désormais le pays le moins bien classé de la région (116^{ème}) (graph 1).

Depuis 2012, la Bosnie-Herzégovine et la Serbie ont connu un recul quasi continu (respectivement -8 et -6 points), échangeant leurs positions avec

l'Albanie et le Kosovo qui ont connu à l'inverse une progression notable (+6 et +9 points respectivement, malgré une phase de retrait dans les deux pays entre 2016 et 2020). La Macédoine du Nord dont l'IPC s'était fortement dégradé entre 2014 et 2017, a amélioré sa note depuis et semble avoir atteint un plateau depuis 2022, toujours inférieur à celui de 2012. Le Monténégro qui progressait jusqu'en 2017 a atteint un plateau depuis (à 46 points) (graph 2 et 3).

L'ensemble de la région est en retrait par rapport à la moyenne des Etats membres de l'UE (62 points). Elle l'est aussi par rapport à son niveau de développement économique. A niveau de PIB/hab égal, le reste du monde enregistre 2 à 17 points de plus dans l'Indice de Transparency international (gaph 4).

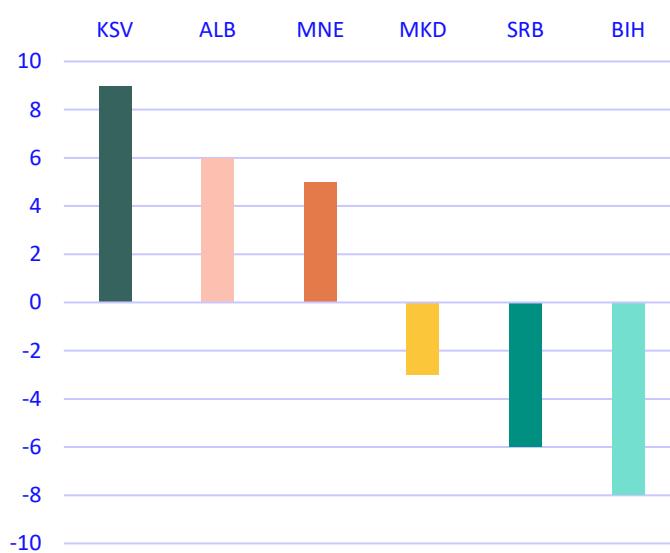
1. Indice de perception de la corruption (rang)



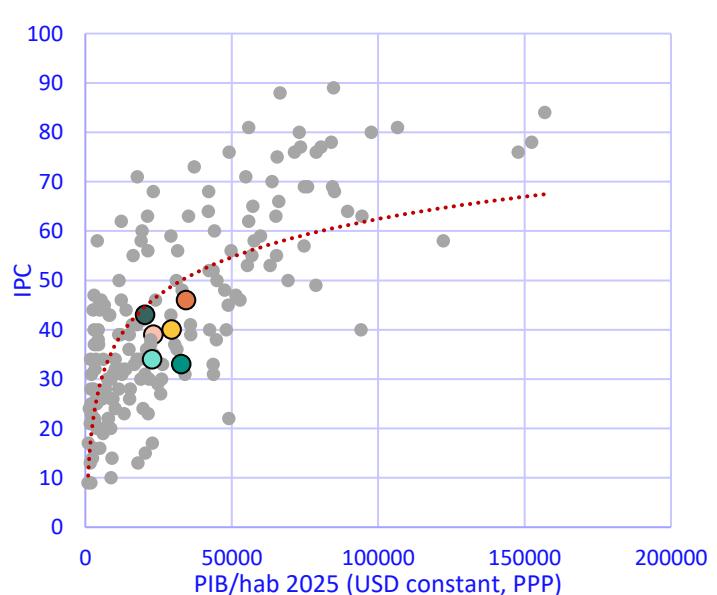
2. Indice de perception de la corruption (points)



3. Variation de l'IPC depuis 2012 (points)



4. Comparaison IPC / PIB par hab. (PPP)



Sources : Transparency International, FMI, calculs SER de Belgrade.

Echanges commerciaux entre la France et les BO : la France renoue avec un excédent en 2025

Le déficit commercial enregistré en 2024 se résorbe. Pour la première fois depuis 2018, la France avait en 2024 enregistré un léger déficit commercial avec les Balkans occidentaux (-39,7 M EUR), qui s'est résorbé en 2025, à la faveur d'une hausse de nos exportations (+10,1 % ; à 1,4 Md EUR), dépassant largement l'augmentation des importations (+2,6 % ; 1,4 Md EUR). La France retrouve un excédent en 2025, même s'il est limité (56 M EUR). Le commerce total entre la France et les BO s'établit donc à 2,8 Mds EUR, il a plus que doublé en dix ans. En 2015, nos importations s'établissaient à 596 M EUR et nos exportations à 583 M EUR.

La relation commerciale entre la France et les Balkans occidentaux est largement tributaire des échanges avec la Serbie, et notamment des ventes automobiles. La Serbie représente 68 % des exportations françaises dans les BO et 71 % de nos importations en provenance de la région – ce qui s'explique par la taille du pays (la moitié du PIB régional) et l'importance de son secteur manufacturier. En 2024, la faiblesse de nos exportations de voitures conjuguée à la hausse de nos importations de matériels de transport serbes avaient conduit au retournement de notre excédent avec la Serbie, et partant, avec les BO. Cette année, la reprise vigoureuse de nos ventes sur ce même segment (matériels de transport) a permis d'améliorer notre position globale en Serbie et dans les BO.

Le déficit commercial avec la Bosnie-Herzégovine s'est également réduit (de 66 M EUR à 33 M EUR). En revanche, l'excédent de 8 M EUR de 2024 avec l'Albanie s'est inversé (déficit de 12 M EUR, et le déficit avec la Macédoine du Nord s'est détérioré (de 2,6 M EUR à 8 M EUR). Les excédents enregistrés avec le Monténégro (56 M EUR) et le Kosovo (54 M EUR) font plus que compenser ces déficits.

Le panier d'importations française est diversifié : le textile reste important (13 %) mais il n'est plus dominant (le matériel de transport pèse 15 %, les caoutchoucs et plastiques 13 %, la métallurgie 12 %). **Les exportations françaises sont plus concentrées :** le matériel de transport demeure en tête (28 %), suivi par les produits chimiques, parfums et cosmétiques (12 %) et les produits des industries agroalimentaires (10 %).

EUR M	Exportations FAB			Importations CAF			Solde	
	2024	2025	variation en %	2024	2025	variation en %	2023	2025
Albanie	89	74	-17,2	81	86	6,1	8	-12
Bosnie-Herzégovine	113	132	17,0	179	164	-8,2	-66	-33
Kosovo	80	73	-8,0	19	19	2,5	61	54
Macédoine du Nord	130	120	-7,7	133	128	-3,6	-3	-8
Monténégro	68	61	-9,9	3	5	70,2	65	56
Serbie	817	967	18,4	921	969	5,1	-104	-1
Balkans occidentaux	1 296	1 427	10,1	1 336	1 371	2,6	-40	56

Source : Douanes françaises, DG Trésor

La BEI a engagé 822 M EUR dans les BO en 2025

D'après un [communiqué](#) de la Banque européenne d'investissement (BEI), le bailleur de fonds de l'UE a engagé 822 M EUR de financements dans la région en 2025, un montant en nette augmentation par rapport à l'année dernière (693 M EUR). L'essentiel des fonds a pris la forme de prêts et de garanties (664 M EUR) et de subventions octroyées via le CIBO (151 M EUR). Le secteur des transports a mobilisé 58 % des financements, suivi de la santé (20 %), des énergies renouvelables (13 %) et de l'éducation (6 %). La BEI a notamment contribué à des projets ferroviaires en Albanie (90,5 M EUR pour la ligne Durres-Rogozhina), au Monténégro (175 M EUR pour la ligne Bar-Golubovci) et en Serbie (134 M EUR pour la ligne Niš-Dimitrovgrad). En matière énergétique, elle a approuvé un prêt de 103 M EUR pour le champ éolien de Poklečani en Bosnie-Herzégovine, et dans la santé, 157 M EUR ont été engagés en Serbie pour la réhabilitation de centres médicaux.

Albanie

Le ratio de prêts non-performants descend sous les 4 %

D'après les dernières données de la [Banque d'Albanie](#), le ratio de prêts non-performants sur l'ensemble des prêts est tombé à 3,8 % fin décembre 2025 (contre 4,2 % en décembre 2024). C'est la première fois depuis 2008 que ce ratio descend sous la barre des 4 % (4,17 % en décembre 2024) ; il diminue tendanciellement depuis une dizaine d'années (24 % en 2014). En 2025, le ratio a notamment baissé en raison d'une hausse des prêts totaux (+12,3 % en 2025 et +10,2 % en 2024), tandis que l'encours des prêts non-performants augmente lui-aussi mais à un moindre rythme, dans un contexte de forte expansion du crédit en Albanie.

Bosnie-Herzégovine

Maintien des notations souveraines de S&P et Moody's respectivement à B+ et B3 avec perspective stable

Les agences [S&P Global Ratings](#) et [Moody's](#) ont confirmé les notations souveraines de la Bosnie-Herzégovine, avec perspective stable, reflétant une résilience macroéconomique relative malgré un environnement politique contraint. Les perspectives stables reposent sur le faible niveau d'endettement public, le maintien du régime de caisse d'émission et font l'hypothèse que l'équilibre politique actuel va se maintenir. S&P a maintenu la notation à B+, indiquant que la croissance économique et des déséquilibres extérieurs jugés gérables continuent d'appuyer le profil de crédit, en dépit de pressions budgétaires accrues. L'agence souligne que la complexité institutionnelle et les blocages politiques récurrents limitent la capacité de décision et retardent les réformes. Moody's a confirmé la notation à long terme à B3 avec perspective stable, estimant que la croissance devrait rester modérée et globalement résiliente. L'agence met toutefois en garde contre les faiblesses structurelles persistantes et les risques pesant sur la compétitivité à long terme, notamment liés aux futures exigences climatiques de l'Union européenne.

Appel d'offres pour la reconstruction du dépôt de tramways et de bus de Sarajevo

Le ministère des Transports du canton de Sarajevo a lancé un [appel d'offres](#) pour les études de préfaisabilité du projet de reconstruction du dépôt de tramways et de bus. Le projet est financé par la BERD pour un montant de 10 M EUR. La date limite pour les soumissionnaires est le 9 mars.

Kosovo

Les entrées d'IDE en hausse de 28 % sur la période janvier-novembre 2025

Entre janvier et novembre 2025, les [entrées d'IDE](#) se sont établies à 934 M EUR, marquant une hausse de 28 % par rapport à la même période l'année précédente, et dépassant déjà le niveau d'IDE de l'ensemble de l'année

2024 (794 M EUR). Près de 26 % des IDE sont en provenance d'Allemagne sur les 11 premiers mois de l'année, 22 % en provenance de Suisse et 9,5 % en provenance d'Albanie. Ces investissements étrangers sont concentrés, bénéficiant à 75 % au secteur immobilier et à 12 % au secteur bancaire et financier ; seulement 1,6 % des IDE sont dirigés vers le secteur manufacturier.

Macédoine du Nord

Dette publique à 59,6 % du PIB au 31 décembre 2025

D'après le [Ministère des Finances](#), le ratio de dette publique sur le PIB est redescendu en dessous du seuil de 60 % en décembre 2025. Il s'établit à 59,6 % du PIB, contre 61,4 % en 2024. La dette publique macédonienne est à 55 % externe, et elle libellée à 59 % en EUR (dette domestique et externe).

Adoption du Plan de construction des installations énergétiques pour 2026

Le gouvernement a adopté le [Plan de construction des installations énergétiques pour l'année 2026](#) focalisé sur l'augmentation de capacités de production et de stockage d'électricité. Après une série d'appels d'offres conduits cet automne, le plan a retenu 67 projets de construction de nouvelles capacités de production d'électricité (environ 4 000 MW au total), dont 59 dans le secteur photovoltaïque et 7 dans l'éolien, nécessitant un investissement de 3,7 Md EUR. S'agissant des capacités de stockage (environ 2 000 MW), 96 nouveaux systèmes ont été retenus, requérant un investissement de près de 2 Md EUR.

Les salaires de l'administration publique augmenteront de 40 % d'ici 2028

Le Premier ministre macédonien Hristijan Mickoski a [annoncé](#) avoir conclu un accord avec les deux grands syndicats de la fonction publique pour une hausse des salaires dans l'administration publique de 40 % d'ici 2028. Cet accord couvre 11 000 employés de l'administration centrale, locale et judiciaire. M. Mickoski a déclaré qu'un accord similaire avait été conclu avec les enseignants et les travailleurs du secteur de la santé. D'après l'Institut macédonien de statistiques, le salaire mensuel net moyen dans l'administration publique s'élève à 48 000 MKD (soit 783 EUR) sur la période janvier-octobre 2025.

Monténégro

Niveau record d'engagements de la BERD en 2025

En 2025, la [BERD](#) a engagé 215 M EUR au Monténégro à travers 18 projets, marquant un niveau record tant en volume qu'en nombre d'opérations. Près de 47 % des financements ont été orientés vers la transition écologique, reflétant l'accent mis sur la résilience climatique et la sécurité énergétique, tandis qu'environ deux tiers des projets intègrent des objectifs d'égalité des genres et d'inclusion économique. La Banque a mobilisé 15 millions d'euros additionnels auprès de cofinanceurs. Le principal projet financé est le tronçon Matesevo-Andrijevica de l'autoroute Bar-Boljare (200 M EUR, dont 150 M en subventions de l'UE). La Banque a également soutenu la transition écologique par un prêt de 35 M EUR destiné à la numérisation du réseau de distribution d'électricité et par un investissement de 26 M EUR dans l'extension du parc éolien de Gvozd, portant sa capacité à 75 MW. Le soutien aux PME et aux ménages a été renforcé grâce à des lignes de crédit vertes distribuées par les banques locales.

Déficit budgétaire du Monténégro à 3,96 % du PIB en 2025, recettes en forte progression

D'après le [bulletin mensuel](#) du ministère des Finances, le déficit budgétaire du Monténégro s'est établi à 3,96 % du PIB provisoire en 2025, demeurant dans les limites prévues. Les recettes budgétaires totales ont atteint 2,87 Mds EUR, en hausse de plus de 117 M EUR en g.a., soutenues par une amélioration de la collecte fiscale et des mesures de réduction de l'économie informelle. La TVA a progressé de 15 % pour atteindre 1,4 Md EUR, l'impôt sur les sociétés de 9 % et l'impôt sur le revenu de 27 %. Les recettes des droits d'accise se sont élevées à 403 M EUR, portées notamment par le tabac et les carburants. Les dépenses ont été concentrées sur les ménages et le développement, avec le paiement des salaires, pensions et prestations sociales, ainsi que plus de 330 M EUR investis dans des projets d'infrastructures et d'investissement afin de soutenir la croissance et l'emploi.

Serbie

Dépôt d'une requête d'arbitrage par Delhaize contre la Serbie

Ahold Delhaize a déposé [une requête d'arbitrage contre la Serbie auprès du CIRDI \(cour arbitrale de la Banque mondiale à Washington\)](#), invoquant le traité de protection des investissements entre la Serbie et les Pays-Bas, au sujet du plafonnement administratif des marges dans la distribution en septembre 2025. La mesure couvre environ 20 000 produits essentiels, réduisant les marges moyennes de 45 % à 20 % jusqu'à fin février 2026 et s'appliquant à près des trois quarts des assortiments, représentant plus de quatre cinquièmes des revenus du secteur. Le groupe indique que ces plafonds ont entraîné des pertes significatives en Serbie, l'amenant à fermer 25 magasins et à suspendre des investissements prévus pour 2026, malgré le maintien de plus de 500 magasins et 11 000 emplois. La mesure visait selon les autorités à limiter l'inflation qui a effectivement baissé à 2,8 % depuis son application. Le gouvernement serbe a indiqué que ce plafonnement serait levé fin février, parallèlement à l'adoption d'une loi sur les pratiques commerciales déloyales.

Les réserves de change brutes de la NBS à 29,4 Mds EUR

Les [réserves de change](#) brutes de la Serbie atteignent 29,4 Mds EUR fin janvier, soutenues par la hausse de la valeur des avoirs en or (7,13 Mds EUR, 53 tonnes), représentant près d'un quart du total. L'augmentation mensuelle de 388 M EUR reflète principalement des gains de valorisation, liés à la hausse du prix de l'or, ainsi que des achats domestiques auprès du producteur national. Les réserves couvrent 6,8 mois d'importations et 167,6 % de la masse monétaire M1. Les réserves nettes s'élèvent à 25,0 Mds EUR. Les interventions de la banque centrale pour soutenir le dinar et le service de la dette publique ont entraîné des sorties, compensées par des effets de marché favorables.

Amnistie foncière : 2,4 millions de demandes d'enregistrement de constructions illégales

Le gouvernement serbe a indiqué qu'environ 2,4 millions de demandes d'enregistrement de constructions illégales ont été déposées dans le cadre de la campagne nationale « Svoj na svome », qui vient de s'achever. Lancée le 8 décembre, cette opération permettait aux propriétaires de « légaliser » des biens immobiliers et des constructions acquis ou construits sans les autorisations nécessaires. La phase suivante prévoit la notification électronique ou par SMS des demandeurs. Un dépôt tardif

reste possible jusqu'au 24 octobre pour les personnes empêchées pour des motifs dûment justifiés. L'initiative vise à renforcer la sécurité juridique des droits de propriété, améliorer la qualité des registres fonciers et soutenir l'élargissement de l'assiette fiscale à moyen terme.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional des Balkans occidentaux

Rédaction : Pierre GRANDJOUAN, Davina EL-BAZE, Jean-Hippolyte FEILDEL, Branka MARKOVIC, Alexandre MARTINEZ, Fabrice PAYA, Leopold LUCQUET, Aleksandra VASILJEVIC

[Abonnez-vous](#)